

# DOSSIER DE PRESSE

COLMAR, LE 19 MARS 2021

## DP - Mise en place de la vidéoverbalisation



### CONTACT PRESSE

Lucie Hamon - Attachée de presse  
03 69 99 56 21 - 06 99 02 64 33  
[lucie.hamon@colmar.fr](mailto:lucie.hamon@colmar.fr)

[colmar.fr](http://colmar.fr)

## LES CONSTATS DE LA MUNICIPALITÉ

La Ville fait le constat au quotidien d'un nombre important d'infractions et de **comportements incivils voire dangereux en augmentation** sur la voie publique :

- Stationnements abusifs, non-respect du code de la route
- Conduites à risques de certains automobilistes ainsi que celle des deux-roues

Par ailleurs, **l'utilisation abusive de certains points d'apport volontaire de tri sélectif**, ainsi que des dépôts d'immondices (encombrants) laissés sur la voie publique, tend à persister, malgré la régularité des passages au quotidien du service propreté de la Ville, d'une **campagne de sensibilisation** de haute ampleur, et la mise en place d'un **numéro vert gratuit**.

En 2020, pas moins de **180 dépôts "sauvages"** (dont 107 auteurs ont été identifiés) ont été constatés par la Brigade verte et les Policiers municipaux. Depuis le début de l'année 2021, **55 dépôts** (dont 30 auteurs identifiés) ne respectant pas la réglementation en vigueur sont d'ores et déjà à déclarer.

Les comportements en cause obligent la Ville, à prendre des mesures dissuasives et répressives. La Ville souhaite donc doter la Police municipale de la vidéoverbalisation pour remédier à cette situation qui nuit à notre environnement.

## VIDÉOPROTECTION : LE DISPOSITIF ACTUEL

Depuis 2009, selon la réglementation en vigueur, la Ville de Colmar utilise un **dispositif de caméras de vidéoprotection sur l'espace public urbain**, par transmission, enregistrement et visualisation d'images, via le centre de supervision urbain (CSU) de la Ville, pour les finalités suivantes :

- La sécurité des personnes
- La prévention des atteintes aux biens et la protection des bâtiments publics
- La régulation du trafic routier
- La prévention d'actes terroristes et du trafic de stupéfiants

Pour cela, la Ville dispose d'un parc de **103 caméras de vidéoprotection**, déployés sur **6 quartiers de la ville**, selon la répartition suivante :

| Quartiers                              | Nombre Caméras |
|--|----------------|
| Centre-ville                           | 45             |
| St joseph                              | 6              |
| Florimont / Bel'Air                    | 12             |
| Europe / Schweitzer                    | 28             |
| Ste Marie                              | 6              |
| Sud (gare SnCF)                        | 3              |
| Caméras mobiles (périmètres autorisés) | 2              |
| Centre de supervision urbain           | 1              |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>103</b>     |

## ZOOM SUR LE CENTRE DE SUPERVISION URBAIN

**Situé en Mairie il comprend :**

- 1 salle d'exploitation avec un mur d'écran
- 2 postes de visionnage du direct
- 1 salle où les opérateurs effectuent les relectures et les extractions vidéo
- 1 local technique
- 1 écran de contrôle au commissariat de Colmar et 2 écrans au centre d'information et de commandement de la police nationale de Mulhouse

**À l'aide des caméras, 4 opérateurs assermentés assurent les missions suivantes 7j /7 :**

- La protection des personnes et des biens
- Détection du flagrant délit
- La gestion des appels téléphoniques des administrés PC
- La gestion des équipages de la police municipale par radio
- Les recherches vidéo à la demande d'un officier de police judiciaire
- La mise à disposition des vidéos aux enquêteurs lors d'une réquisition judiciaire
- La coordination avec la Police nationale en liaison avec le Centre d'Informations et de Commandement de Mulhouse, plus un déport d'images sur leurs écrans de contrôle
- Et désormais la vidéo verbalisation à l'aide d'un logiciel spécifique.

## MISE EN PLACE DE LA VIDÉOVERBALISATION

**Au regard des constats observés, la Ville peut utiliser la vidéo verbalisation comme outil complémentaire à disposition de la Police municipale, pour les actions suivantes :**

- La constatation des infractions aux règles de la circulation
- La prévention et la constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets

Cela consistera à relever une infraction en dehors de toute interpellation en direct, à partir de la visualisation des images des caméras de vidéoprotection.

Sur les 23 infractions vidéo-verbalisables autorisées par le Code de la Sécurité intérieure, la Ville en priorise 7 afin d'atteindre son objectif, notamment pour :

- Les excès de vitesse (en fonction des circonstances)
- L'usage des voies réservées aux couloirs de bus et des pistes cyclables
- Le non-respect des sens interdits
- Le refus de priorité aux piétons
- L'usage des voies vertes et d'aires piétonnes
- Les dépôts d'immondices, dépôts sauvages
- Les feux rouges – feux oranges

**Les opérateurs peuvent uniquement vidéo-verbaliser les infractions aux stationnements. Les policiers municipaux, quant à eux, peuvent vidéo-verbaliser pratiquement toutes les infractions par Procès-verbal électronique (PVE) depuis le CSU.**

Selon l'emplacement des caméras, réparties sur les six quartiers de la ville, les opérateurs peuvent relever et dresser un PVE sans constatation, pour les infractions concernant l'arrêt et le stationnement des véhicules sur la voie publique (stationnement interdits, gênants, etc.), à l'exception des infractions qualifiées de 5e classe constatées par la Police municipale.

## MISE EN OEUVRE OPÉRATIONNELLE DE LA VIDÉOVERBALISATION

La mise en oeuvre opérationnelle de la vidéooverbalisation nécessite l'acquisition de matériel logistique et technique à mettre en place au centre de supervision urbain.

Le CSU sera équipé d'un nouveau serveur de **vidéooverbalisation** et d'un **module Logitud** permettant l'interface et la validation des projets d'infractions, par le système CASD Visimax, logiciel en place depuis la création du CSU en 2009.

Les données pourront être conservées sur une période de six mois réglementaires permettant aux contrevenants, en cas de contestation, de solliciter les éléments de l'infraction. Au-delà de ce terme, ces éléments seront détruits.

**Au final, un arrêté préfectoral autorise le CSU de la Mairie à vidéo-verbaliser dès lors qu'il dispose du matériel nécessaire.**

## LE FINANCEMENT DE LA VIDEOOVERBALISATION

Le financement de cette opération se décompose de la façon suivante :

| Fournisseur | Objet                                 | Montants TTC       |
|-------------|---------------------------------------|--------------------|
| VIALIS      | Serveur vidéooverbalisation           | 27 282,00 €        |
| LOGITUD     | Module de vidéooverbalisation         | 3 898.20 €         |
| LOGITUD     | Forfait de maintenance annuelle       | 898.20 €           |
|             | <b>Coût total de l'investissement</b> | <b>32 078,40 €</b> |



#### **CONTACT PRESSE**

Lucie Hamon - Attachée de presse  
03 69 99 56 21 - 06 99 02 64 33  
[lucie.hamon@colmar.fr](mailto:lucie.hamon@colmar.fr)